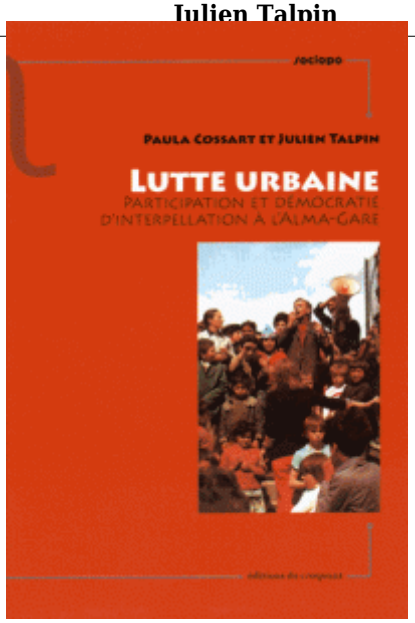

Paula Cossart et Julien Talpin, *Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare*, Bellecombe en Bauges, Le Croquant, 2015, 346 pages, 20 euros.

À lire également un compte-rendu, par Antonio Delfini, de *Lutte urbaine* : « Pour les luttes urbaines. Les enseignements du mouvement de l'Alma-Gare ».

Introduction

> «?Il est impératif de travailler à la démocratisation du droit à la ville et à la construction d'un large mouvement social pour que les dépossédés puissent reprendre le contrôle de cette ville dont ils sont exclus depuis si longtemps, et pour que puissent s'instituer de nouveaux modes de contrôle des surplus de capital qui façonnent les processus d'urbanisation. Lefebvre avait raison de souligner que la révolution serait urbaine, au sens large, ou ne serait pas?» (David Harvey[1]).

À la fin des années 1960, alors qu'un mouvement se lève dans la foulée de Mai 1968 revendiquant une association accrue de la population aux décisions qui la concernent[2], l'Alma-Gare, un quartier populaire de Roubaix, entre en résistance contre sa démolition annoncée. Face au déclin du capitalisme industriel, le néo-libéralisme s'est replié sur l'espace urbain pour continuer à prospérer. La question de la modernisation de la ville émerge alors et les premières luttes urbaines apparaissent. À Roubaix, face à la crise de l'industrie textile, il s'agit de se projeter vers une économie de services, le secteur tertiaire et ses classes moyennes. Pour cela, le quartier insalubre de l'Alma, peuplé d'ouvriers, souvent d'origine étrangère, de retraités de l'industrie et de chômeurs, fait tache. Sa modernisation doit permettre d'attirer des milieux plus aisés, d'améliorer l'image de la ville et éventuellement susciter des investissements, ainsi que le projettent le parti socialiste, au pouvoir dans la ville, et un patronat paternaliste puissant. La rénovation doit également améliorer le sort d'ouvriers vivant dans des conditions sordides. Une partie de la population va pourtant se soulever contre ces bonnes intentions.

Nous retraçons ici l'histoire de cette lutte, qui s'étend de la fin des années 1960 à celle des

années 1980[3]. Les habitants s'auto-organisent de façon démocratique et fondent l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). Ils souhaitent préserver la sociabilité traditionnelle de ce quartier fait de petites maisons ouvrières, menacée par la perspective de construction de barres et de tours, qualifiées de «?cages à lapin?». Aidés par des architectes, les habitants vont parvenir à définir les contours du futur quartier et à imposer leur contre-projet de rénovation à la municipalité. Malgré cette victoire, qui témoigne du pouvoir d'agir des classes populaires, le quartier s'enfonce peu à peu dans la crise à l'orée des années 1980, frappé par le chômage de masse et la désaffiliation sociale croissante de sa population. Pourtant, entre délibération et rapport de force, c'est bel et bien un modèle politique original qui se dégage. Il pourrait inspirer un renouveau de la démocratie aujourd'hui.

Vers une démocratie d'interpellation

«?La révolution sera urbaine ou ne sera pas?»[4], écrit Henri Lefebvre. Face à la fragmentation des classes populaires consécutive au déclin du capitalisme industriel et des organisations traditionnelles de mise en forme de la classe ouvrière, le territoire, l'espace, le quartier ou la ville peuvent apparaître comme des points d'achoppement et d'agrégation, des moyens de rassembler des acteurs aux identités plurielles. Le partage de conditions de vie, et notamment de logement, communes, pourrait constituer un puissant ferment de mobilisation et de politisation des catégories populaires. À l'Alma, un attelage improbable de catholiques de gauche, de maoïstes, d'immigrés et d'ouvriers va permettre une participation sans précédent. Sans l'expérience commune du quartier – et les intérêts communs qu'elle crée – une telle alliance aurait été impossible.

L'Alma ouvre, avec d'autres luttes urbaines du début des années 1970[5], une séquence historique?: celle de la politique de la ville. Quarante ans plus tard, force est de constater que cette dernière a largement échoué à inclure socialement et politiquement les habitants des quartiers populaires[6]. Certains se détournent alors de ses ambitions initiales de participation et optent pour une perspective technocratique?: c'est en partie le choix qu'illustre la création de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine en 2005, qui s'est concentrée sur l'amélioration du bâti[7]. Une autre option consiste à se tourner vers des modèles alternatifs. L'empowerment et le community organizing constituent à cet égard des horizons particulièrement attrayants[8], auxquels nous nous référons dans ce livre. Le regard vers le passé que nous proposons ici, et plus précisément vers une des expériences les plus radicales et novatrices en matière de participation des habitants en France, peut également constituer un moyen de ré-élargir l'imaginaire politique pour quiconque s'intéresse au devenir des quartiers populaires. L'Alma incarne dans l'Hexagone une des formes les plus avancées d'une démocratie d'interpellation, où la participation émerge d'en bas et de façon autonome des pouvoirs publics. À la différence de la démocratie participative institutionnalisée et imposée d'en haut, il s'agit de concevoir la construction de l'intérêt général par la confrontation des projets et des intérêts, et par la structuration de collectifs du côté des habitants – à l'image de l'APU – capables de porter cette parole autonome.

Alors que l'extrême-droite progresse par les urnes presque partout en Europe depuis trente ans, que les idées du Front national se diffusent, sinon se banalisent, dans la société française, et que le référendum se mue en outil de stigmatisation des musulmans ou des étrangers en Suisse, la démocratie est souvent diagnostiquée comme malade. Le peuple serait trop bête ou réactionnaire pour qu'on le laisse décider de la marche du monde, dont pourraient parfaitement s'occuper seuls experts et élites qualifiées[9]. La construction

européenne, pour laquelle on fait revoter les citoyens jusqu'à ce qu'ils délivrent la «?bonne?» réponse, offre un exemple particulièrement saisissant de cette «?haine de la démocratie?»[10]. Si la démocratie apparaît encore comme un régime désirable pour les peuples qui en ont été privés par des gouvernements autoritaires, et s'il n'y a jamais eu autant de régimes démocratiques, les vieilles démocraties d'Europe et d'Amérique du Nord sont travaillées par une profonde défiance de citoyens de plus en plus désabusés face à l'incapacité du suffrage à influencer les politiques publiques[11]. La montée de l'abstention[12], le déclin du militantisme et des corps intermédiaires – en particulier les partis politiques et les syndicats – ou encore la défiance à l'égard des élites, dont la dissemblance par rapport aux caractéristiques sociales de la population s'est accentuée ces dernières décennies[13], constituent autant de symptômes d'un profond malaise du gouvernement représentatif. «?Face à l'angoisse sociale de la précarité généralisée, au sentiment d'une société de plus en plus inégalitaire, à la perte des repères les plus structurants et les plus protecteurs […], les gouvernants ne savent plus répondre que de façon autoritaire ou autiste, fustigeant les intérêts corporatistes ou les égoïsmes catégoriels, quand ils ne dénoncent pas l'incapacité du peuple à comprendre les contraintes de l'"état du monde" et les impératifs de l'"intérêt général"?», notent à raison les auteurs de Pour une Sixième République écologique[14].

Dans ce contexte de «?crainte des masses?»[15], nous défendons ici l'idée que le remède face au conservatisme, à la xénophobie ou l'ignorance n'est pas moins ou davantage de démocratie, mais plutôt une démocratie organisée de manière fondamentalement différente. Avec d'autres, nous voulons croire dans l'intelligence du peuple en plaidant pour une nouvelle conception de l'organisation du pouvoir. Il s'agit alors de se rappeler que la démocratie est avant tout une valeur politique, et non pas un type de gouvernement reposant sur la seule représentation[16]. Bernard Manin l'a montré, «?si le gouvernement représentatif comporte bien […] des éléments démocratiques?», «?sa dimension oligarchique est tout aussi incontestable?»[17]. Les pages qui suivent indiquent qu'une des pistes pour sortir de l'impasse suppose la constitution d'espaces publics autonomes, de lieux où les individus puissent former leurs opinions, construire des projets et décider ensemble de la marche de la cité. Nous le verrons, il ne s'agit pas tant de se faire les avocats d'une démocratie directe ou d'assemblée, que de mettre en avant la valeur démocratique de contre-pouvoirs puissants, pouvant contribuer à une délibération démocratique égalitaire.

L'apathie de la population n'est pas une donnée gravée dans le marbre, mais bien le fruit d'une construction sociale, politique et historique spécifique[18]. L'institutionnalisation de la délégation avec l'avènement du gouvernement du représentatif au dix-neuvième siècle en a fait une sorte d'horizon naturel indépassable. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. L'enjeu des réflexions autour de la démocratie participative est de penser à nouveaux frais la division du travail politique. Cette idée n'est pas neuve. Pour ne s'inscrire que dans l'histoire récente, depuis trente ans, des mouvements sociaux, des intellectuels, et des élites politiques promeuvent l'avènement d'une démocratie plus participative. Sur le terrain des luttes, viennent à l'esprit les nouveaux mouvements sociaux des années 1970 comme le mouvement altermondialiste du début des années 2000, dont la grand-messe annuelle, le Forum Social Mondial, s'est d'abord tenue à Porto Alegre, au Brésil, berceau d'une des expériences phares en la matière. Si le mouvement des Indignés a aussi récemment placé la question démocratique au centre de ses pratiques internes, il entretient toutefois un rapport plus distant avec les expériences de démocratie participative, tout en promouvant un dépassement du gouvernement représentatif et une démocratie d'assemblée. Cette aspiration à une démocratie plus participative s'est enfin institutionnalisée avec l'émergence de dispositifs tels que les conseils de quartiers, les débats publics, les jurys

citoyens ou la démocratie électronique, présentés comme autant de réponses au rétrécissement de la sphère publique.

Le succès de ce nouveau «?paradigme de l'action publique?»[19] ne tient cependant pas seulement à des enjeux institutionnels. Pour une partie de ses promoteurs, la démocratie participative permettrait d'inclure socialement et politiquement les sans-voix, ceux qui votent ou s'engagent le moins, au premier rang desquels les classes populaires. Les premières innovations démocratiques visaient directement les pauvres?: le budget participatif brésilien de Porto Alegre, comme la People's Campaign au Kerala, en Inde, cherchaient à faire concourir les exclus à l'amélioration de leurs conditions de vie[20]. Le succès politique et scientifique de ces expériences tient dès lors non seulement à leur potentiel démocratique, mais également à leur pouvoir redistributif?: la participation, dans ces cas, a fait baisser les inégalités sociales et territoriales et permis la reconnaissance de groupes historiquement stigmatisés et marginalisés.

Si les expériences se sont, depuis, multipliées, l'espoir que représentait la création de nouveaux espaces démocratiques est pourtant aujourd'hui en partie déçu. L'importation de ces dispositifs dans les pays occidentaux n'a pas eu les mêmes conséquences politiques et sociales[21]. L'institutionnalisation de la participation l'a largement vidée de sa substance, si bien que la démocratie participative est aujourd'hui décriée?: portée dérisoire des décisions, salles de réunion vides, classes populaires largement absentes, etc.[22] Pire, elle incarnerait la face politique du néo-libéralisme. La gouvernementalité qu'elle instaure façonnerait des individus dociles, flexibles et incapables de se révolter[23]. En faisant collaborer la population sur des questions souvent secondaires, il s'agirait de légitimer indirectement des politiques publiques se traduisant par un accroissement des inégalités. Loin de l'idéal d'une promotion de la justice sociale par la participation, celle-ci conduirait alors à «?démocratiser les inégalités?»[24]. Larry Bartels l'a montré?: en offrant davantage d'influence aux mieux organisés, la démocratie peut faciliter le développement des inégalités[25]. Les classes populaires sont de moins en moins engagées et politisées?: leurs intérêts ont alors peu de chances d'être pris en compte.

Un des enjeux de ce livre est de penser les conditions sociales d'une alternative à ce qui apparaît comme une cage d'acier démocratique[26], ceci grâce à un regard tourné vers le passé. À l'Alma-Gare, l'organisation autonome de la participation des habitants a permis que leurs intérêts soient pris en compte. Ici le détour par l'histoire est essentiel?: au-delà du fait de montrer que tout n'est pas neuf, et d'arrêter de penser les expériences contemporaines sous le seul registre de l'innovation ou de l'absolue nouveauté, de montrer que la participation s'inscrit dans une histoire dont elle est aujourd'hui en partie l'aboutissement, le passé est surtout une source capitale de leçons et un terreau d'imagination pour aujourd'hui. La mise en perspective historique est fondamentale pour appréhender le présent. Point d'appui à une critique constructive de l'expérience démocratique, elle peut contribuer à infléchir une situation où une part croissante de la population se trouve exclue du jeu politique du fait du mépris et de la distance sociale de ceux qui nous représentent et nous gouvernent.

Une enquête socio-historique à Roubaix

Pour interroger sur le temps long l'implication citoyenne dans le quartier de l'Alma, il a été nécessaire d'y consacrer plusieurs années. Depuis 2010, nous nous sommes immergés dans une histoire qui, bien que passée, n'en laisse pas moins des souvenirs encore très

vivaces à Roubaix. Nous avons arpenté le quartier, découvrant ce qu'il est aujourd'hui et les traces léguées par les années écoulées. Nous avons admiré les cerisiers en fleurs de la rue du Fort Frasez, sommes passés devant l'école ouverte Elsa Triolet, avons découvert la place de la Grand' Mère, au cœur du quartier, baptisée en mémoire d'une des actions collectives autour desquelles se sont soudés militants et habitants. Nous avons vu aussi des bâtiments mal entretenus, des enfants traînant dans les rues et nous demandant abruptement ce que nous faisions là, gardant leur territoire. Nous avons également pu constater l'installation récente de grilles visant à «?résidentialiser?» le quartier, au regret de plusieurs habitants l'ayant connu depuis les années 1970, au pied d'immeubles qui ne ressemblaient pas aux rêves exprimés il y a quarante ans par ceux qui voulaient en conserver l'âme…

Nous avons rencontré les acteurs de l'époque?: militants, habitants, urbanistes, élus… Plus d'une trentaine d'entretiens ont été menés. Sans trahir les souvenirs et mots confiés, nous avons essayé de rendre compte aussi justement que possible des diverses facettes de la lutte, des grands espoirs investis, des réalisations comme des difficultés[27]. Nous avons choisi de ne pas anonymiser les personnes – la tentative serait de toutes façons vaine, tellement tous se reconnaîtraient et seraient reconnus – aussi parce qu'ils ne sont pas que des témoins, mais bel et bien des individus singuliers sans lesquels l'histoire aurait été différente. Alors que nous terminions le manuscrit, en décembre 2014, nous avons appris la nouvelle du décès de Roger Leman, un des leaders du combat dont nous parlerons beaucoup dans les pages qui suivent. À la cérémonie qui a précédé son enterrement, nous avons retrouvé, émus comme les autres participants, bien des visages de ceux que nous avions rencontrés pour parler de ce qu'ils avaient accompli dans les années 1970-1980. L'écriture des dernières pages a alors été moins joyeuse, même si nous pensons que l'ensemble rend aussi hommage à son exceptionnel engagement. Nous avons complété cette plongée dans la mémoire orale par un important travail de recherche d'archives. Des traces écrites notamment, dispersées mais abondantes, qu'il s'agisse des documents conservés du groupe mobilisé ou d'archives des institutions auxquelles il a eu affaire, du côté des pouvoirs publics et des aménageurs. Essentielles pour revivre l'expérience au plus près, les sources iconographiques et audiovisuelles, nombreuses, ont aussi été extrêmement précieuses. Elles ont été recueillies par des personnes ayant été au plus près des acteurs au moment de la lutte.

L'Alma est une aventure mondialement connue. On a beaucoup parlé de mythe à son propos. Pour ne citer qu'elle, Catherine Neveu, qui a longtemps travaillé sur Roubaix, parle ainsi de «?mobilisation devenue exemplaire et emblématique d'une résistance populaire aux opérations immobilières brutales et peu soucieuses des dimensions sociales de la vie de quartier?»[28]. Nous espérons ici aller au-delà de la mythification, sans pour autant chercher à démythifier à tout prix. Nous avons surtout voulu comprendre, et bien sûr apprendre. Célèbre, l'histoire de l'Alma n'a pourtant fait l'objet que de peu de travaux scientifiques. Il y est souvent fait référence soit de manière partielle, soit sur un registre essentiellement militant. Si ce n'est pas ce dernier que nous adoptons, et si l'expérience est, à bien des égards, exceptionnelle, cela n'empêche toutefois pas de tirer des enseignements critiques de son étude, utiles à l'approfondissement de la démocratie contemporaine?: c'est aussi ce que nous avons voulu faire dans les pages qui suivent.

Par son exceptionnalité, l'Alma intrigue[29]. Il en va de même de la ville dans laquelle s'insère le quartier?: Roubaix aura attiré bien des regards de sociologues, politistes et historiens. «?Ville-laboratoire pour les sciences sociales?», «?ville-loupe?», qui «?depuis le dix-neuvième siècle s'est le plus souvent donnée à voir sur le mode de l'exemplarité, de la

singularité, de l'avant-garde?»[30], elle a été le terrain de nombreuses recherches[31]. Nous cherchons toutefois ici à dépasser la seule étude monographique d'un objet et d'un territoire exceptionnels. En les resituant dans des questionnements plus généraux sur l'engagement citoyen, il s'agira de voir en quoi l'histoire de l'Alma peut fournir des pistes de réponses aux maux démocratiques contemporains.

Au fil de l'histoire

Notre récit se déploie en six chapitres. La difficulté à attirer des personnes dans les lieux de débat, à les mobiliser sur le devenir de leur ville ou de leur quartier, constitue l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les expériences démocratiques. Comment susciter l'engagement?? Dans le cas de l'Alma une véritable demande de participation, venue d'en bas, a vu le jour. Le chapitre 1 permet de comprendre comment la prégnance d'un problème central dans la vie des habitants – le logement et la rénovation urbaine – a pu favoriser la mobilisation de la population. Nous verrons également comment différents courants militants (l'Association Populaire des Familles, de tradition catholique de gauche, des militants maoïstes ayant connu Mai 1968…) ont pu s'allier et mêler leurs savoir-faire pour susciter et façonner une participation exceptionnelle.

Une fois mobilisée, la population doit s'organiser pour parvenir à ses fins. Souvent, les espaces initialement démocratiques voient réapparaître des formes de hiérarchie qui peuvent constituer une véritable «?loi d'airain de l'oligarchie?»[32], où les individus les moins dotés se retrouvent systématiquement marginalisés. Les classes populaires se trouvent dès lors placé(e)s devant l'alternative entre se taire ou être parlé(e)s[33]. Pour contrecarrer ces logiques sociales de la domination[34], les organisations populaires doivent assurer l'inclusion par la délibération. C'est la question centrale du chapitre 2. Nous nous intéressons à la fois à la force du principe délibératif, et à la façon dont il prend forme au sein de la réunion hebdomadaire de l'APU ouverte à tous les habitants. Nous verrons comment la délibération, en assurant l'expression de chacun, a permis de construire une parole collective des habitants pouvant être opposée à celle de la municipalité. Parce que l'identité du groupe a été construite par la délibération, celui-ci peut être parlé, représenté, sans être dominé.

Les citoyens sont-ils suffisamment compétents pour prendre part à des décisions complexes?? N'est-il pas démagogique d'avancer que des habitants sans formation technique sont en mesure de nourrir des réflexions urbanistiques précises?? Ces questions sont au cœur du chapitre 3. Il s'agit à la fois d'étudier comment le savoir d'usage des résidents, sur leur logement ou leur quartier, peut nourrir les plans de rénovation, mais aussi d'examiner les effets d'apprentissages qui naissent de la participation et permettent ensuite aux citoyens d'intervenir de façon qualifiée. Quelles méthodes concrètes ont été mises en œuvre pour tenter une égalisation des ressources cognitives entre des acteurs aux compétences très asymétriques?? Comment s'opèrent les interactions entre architectes, militants et habitants moins investis pour coproduire le futur quartier?? Nous verrons que c'est notamment par un processus de «?traduction?» des différents langages en présence que la participation a pu être à la fois égalitaire et enrichissante pour tous les acteurs.

Plusieurs auteurs ont souligné que les dispositifs délibératifs mis en place à l'heure actuelle ne visent pas à un réel partage du pouvoir, et n'ont que peu d'effets sur la vie des populations. À l'Alma, la participation des habitants a eu des conséquences concrètes sur l'action publique. Le chapitre 4 montre que l'articulation de la protestation et de la

négociation a permis à un collectif que tout prédestinait à la marginalité de parvenir à redessiner le futur quartier. Alors que sont souvent opposés démocratie participative institutionnalisée et mouvements sociaux nés de la base, nous verrons que l'articulation des deux a permis aux habitants de s'imposer comme codécideurs. La voix des habitants ne pèse dans la négociation que parce qu'ils sont en mesure d'entrer, en amont ou en aval, dans un rapport de force avec les autorités pour faire valoir leur position.

La participation porte souvent sur des questions urbanistiques. Est-elle dès lors impossible dans d'autres secteurs?? Comment peut-elle influer sur des questions relatives au travail, à l'éducation ou à la qualité de la vie sociale?? La participation peut-elle être un remède face à la montée du chômage ou du racisme?? Nous verrons dans le chapitre 5 que l'APU a fait preuve à cet égard d'une remarquable inventivité. Les habitants engagés ont fait vivre le quartier une fois les questions urbanistiques en partie réglées?: par la mise en place de coopératives de quartier, le recours à l'économie sociale, des actions de développement social, etc. Mais ces initiatives rencontrent également des difficultés, frappées de plein fouet par la crise économique et le changement de contexte politique dans les années 1980 qui finissent de saper les bases d'une mobilisation qui s'essouffle.

Le chapitre 6 analyse la participation à l'épreuve du temps, que ce soit sous l'angle de sa routinisation, de l'influence qu'a eu cette lutte sur la démocratie participative ailleurs en France ou de la mémoire conservée de cette expérience. Confronté à des forces politiques et économiques défavorables, le quartier n'a pas aujourd'hui l'aspect rêvé par ceux qui se sont investis dans ce combat. La lutte urbaine n'est pas parvenue à empêcher que l'Alma devienne un quartier de relégation. Mais l'Alma-Gare n'en reste pas moins une expérience riche, battant en brèche l'idée que les dominés seraient démunis et incompétents face aux processus de précarisation qui s'abattent sur eux. Elle permet de penser les conditions de possibilité d'un changement social initié par les classes populaires, tout en interrogeant les obstacles et les résistances que suscite inévitablement une telle aspiration.

références

références

⇧**1** Harvey (D.), «?Le droit à la ville?», Revue internationale des livres et des idées, 8, janvier-février 2009. C'était la conclusion de «?The Right to the City?», paru l'année précédente dans la New Left Review (nov.-déc. 2008, 53). Voir aussi?: The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism, Oxford, Oxford University Press, 2010.

⇧**2** Le terme «?participation?» est évidemment ambigu dans les années 1960, étant principalement employé par le pouvoir gaulliste. Les mouvements de gauche font davantage référence à «?l'autogestion?». Dans le cas qui nous intéresse ici, le terme le plus mobilisé est celui de «?participation des habitants?». Voir?: Sauvêtre (P.), «?La problématisation de la participation à travers l'histoire de la gouvernementalité?», Participations, 2 (6), 2013.

⇧**3** Ces bornes temporelles correspondent, pour le début, aux premières actions collectives relatives au logement dans le quartier, et pour la fin, au déclin des actions collectives et au départ du quartier d'une majorité des acteurs de cette histoire.

⇧**4** Lefebvre (H.), La Révolution urbaine, Paris, Gallimard, 1970.

⇧**5** Coing (H.), Rénovation urbaine et changement social. L'îlot n°4 (Paris 13e), Paris, Éd. Ouvrières, 1966?; Castells (M.), Luttes urbaines et pouvoir politique, Paris, Maspero, 1975.

⇧6 Donzelot (J.), Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues??, Paris, Seuil, 2006.

⇧7 Epstein (R.), La Rénovation urbaine?: démolition-reconstruction de l'État, Paris, Presses de Sciences Po, 2013?; Kirszbaum (T.), dir., En finir avec les banlieues. Le désenchantement de la politique de la ville, Paris, Éd. de l'Aube, 2015.

⇧8 Perspectives qui ont été défendues dans un rapport récent?: Bacqué (M.-H.), Mechmache (M.), «?Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires?», Rapport au ministre délégué chargé de la ville, juillet 2013.

⇧9 Hibbing (J. R.), Theiss-Morse (E.), Stealth Democracy?: Americans' Beliefs About How Government Should Work, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

⇧10 Rancière (J.), La haine de la démocratie, Paris, La Fabrique, 2005.

⇧11 Ce double phénomène a conduit à parler d'un «?paradoxe politique?» propre à la période contemporaine. Cf.?: Hayat (S.), Sintomer (Y.), «?Repenser la représentation politique?», Raisons Politiques, 50, 2013, p. 5?; Sintomer (Y.), Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours, Paris, La Découverte, 2011.

⇧12 Braconnier (C.), Dormagen (J. Y.), La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires, Paris, Folio, 2007.

⇧13 Koebel (M.), Le pouvoir local ou la démocratie improbable, Bellecombe en Bauges, Éd. du Croquant, 2005.

⇧14 Bourg (D.), dir., Pour une Sixième République écologique, Paris, O. Jacob, 2011.

⇧15 Balibar (E.), La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx, Paris, Éd. Galilée, 1997.

⇧16 Dunn (J.), Libérer le peuple. Histoire de la démocratie, Paris, Éd. Markus Haller, 2010, trad. Kleiman-Lafon (S.).

⇧17 Manin (B.), Principes du gouvernement représentatif, Paris, Flammarion, 1996, p. 305-307.

⇧18 Pateman (C.), Participation and Democratic Theory, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

⇧19 Bacqué (M.-H.), Rey (H.), Sintomer (Y.), «?Introduction. La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique???», in Bacqué (M.-H.), Rey (H.), Sintomer (Y.), dir., Gestion de proximité et démocratie participative, Paris, La Découverte, 2005.

⇧20 Fung (A.), Wright (E. O.), dir., Deepening Democracy?: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance, London, Verso, 2003?; Baiocchi (G.), Militants and Citizens?: The Politics of Participatory Democracy in Porto Alegre, Stanford, Stanford University Press, 2005?; Heller (P.), «?Moving the State?: The Politics of Democratic Decentralization in Kerala, South Africa, and Porto Alegre?», Politics and Society, 29 (1), 2001.

⇧21 Sintomer (Y.), Herzberg (C.), Röcke (A.), Les budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public, Paris, La Découverte, 2008.

⇧22 Blondiaux (L.), Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative, Paris, Seuil, 2008.

⇧23 Gourgues (G.), Rui (S.), Topçu (S.), dir., «?Critique de la participation et gouvernementalité?», Participations, 2 (6), 2013?; Clarke (J.), «?Enrolling Ordinary People?: Governmental Strategies and the Avoidance of Politics???», Citizenship Studies, 2010, 14 (6).

⇧24 Lee (C. W.), McQuarrie (M.), Walker (E. T.), Democratizing Inequalities. Dilemmas of the New Public Participation, New York, NYU Press, 2015.

⇧25 Bartels (L. M.), Unequal Democracy?: The Political Economy of the New Gilded Age, Princeton, Princeton University Press, 2008.

⇧26 Weber (M.), L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi d'autres essais (1904-1905), Paris, Gallimard, 2004 [1905].

⇧27 Nous espérons que ceux que nous avons questionnés reconnaîtront leur histoire dans ce livre.

⇧28 Neveu (C.), «?"Nous" illégitimes et "je" indicibles?: tensions du collectif et de l'individuel dans des pratiques et représentations de la citoyenneté à Roubaix?», in Neveu (C.), dir., Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 228.

⇧29 Bien qu'elle partage des similitudes avec d'autres luttes urbaines à l'époque.

⇧30 Lefebvre (R.), «?Introduction. Roubaix, ville laboratoire?», in David (M.), Duriez (B.), Lefebvre (R.), Voix (G.), dir., Roubaix. 50 ans de transformations urbaines et de mutations sociales, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2006.

⇧31 Nous l'avons nous-mêmes déjà explorée, en y cherchant des préludes à l'autogestion et à la démocratie participative, à travers les traces laissées par l'activité de la coopérative socialiste «?La Paix?» au temps du guesdisme?: Cossart (P.), Talpin (J.), «?Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation?», Revue française de science politique, 62 (4), 2012.

⇧32 Michels (R.), Les Partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties, Paris, Flammarion, 1914.

⇧33 Bourdieu (P.), « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 52-53, 1984, p. 50.

⇧34 *Gaxie (D.)*, Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique, Paris, Seuil, 1978. Voir aussi les analyses de B. Pudal sur les effets de la légitimation «?forcée?» de l'élite ouvrière communiste?: les inégalités sociales du champ politique peuvent être reproduites au sein de l'appareil du PCF, à l'image de la distance entre les dirigeants permanents et les groupes populaires au nom desquels ils prennent la parole. Pudal (B.), Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF, Paris, Presses FNSP, 1989. Voir aussi?: Offerlé (M.), «?Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914?», Annales ESC, 39 (4), 1984.